

Euromatinale 2019

Intégration européenne : quels bénéfices économiques ?

Le cas du Luxembourg et des
nouveaux Etats membres

30 avril 2019

Programme

Mots de bienvenue

Muriel Bouchet, Directeur de la Fondation IDEA asbl
Dagmar Byčánková, Conseillère économique,
Représentation de la Commission européenne au
Luxembourg

Construction européenne : quels bénéfices économiques pour le Luxembourg ?

Vincent Hein, Economiste, Fondation IDEA asbl
Muriel Bouchet, Directeur, Fondation IDEA asbl

Elargissement de l'UE et convergence

Robert Kuenzel, Economiste, Chef d'équipe, DG
ECFIN, Commission européenne

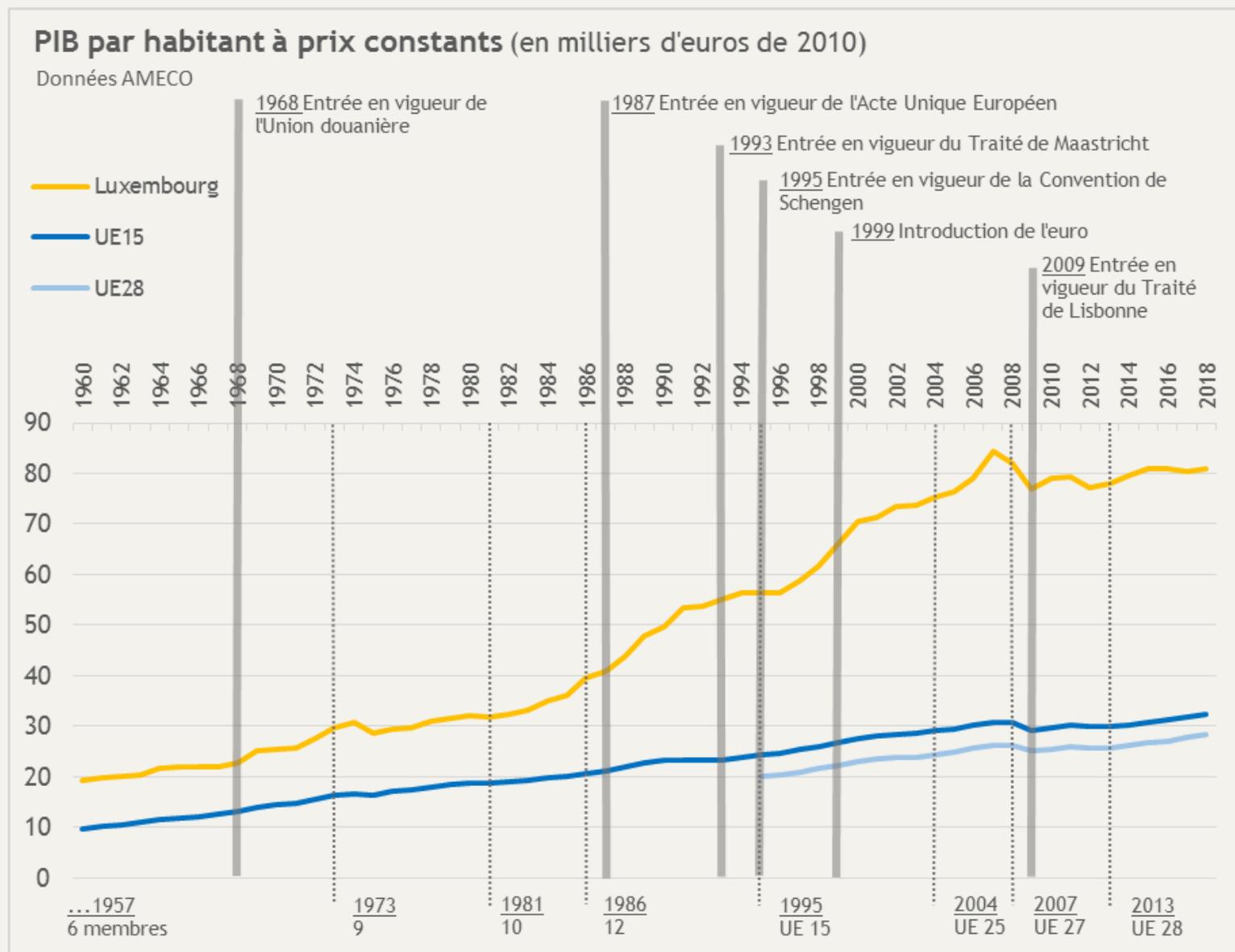
Echanges avec le public

Construction européenne : quels bénéfices économiques pour le Luxembourg ?

(Etude IDEA à paraître, mai 2019)

- Introduction : construction européenne et expansion économique luxembourgeoise, une coïncidence ?
- Les quatre libertés fondamentales, pierres angulaires du projet européen
- Comment évaluer les bénéfices économiques de l'intégration ?
- Zoom #1 : 500 millions de consommateurs pour le « made in Luxembourg »
- Zoom #2 : Intégration monétaire et financière : l'euro
- Zoom #3 : Intégration monétaire et financière : aspects financiers

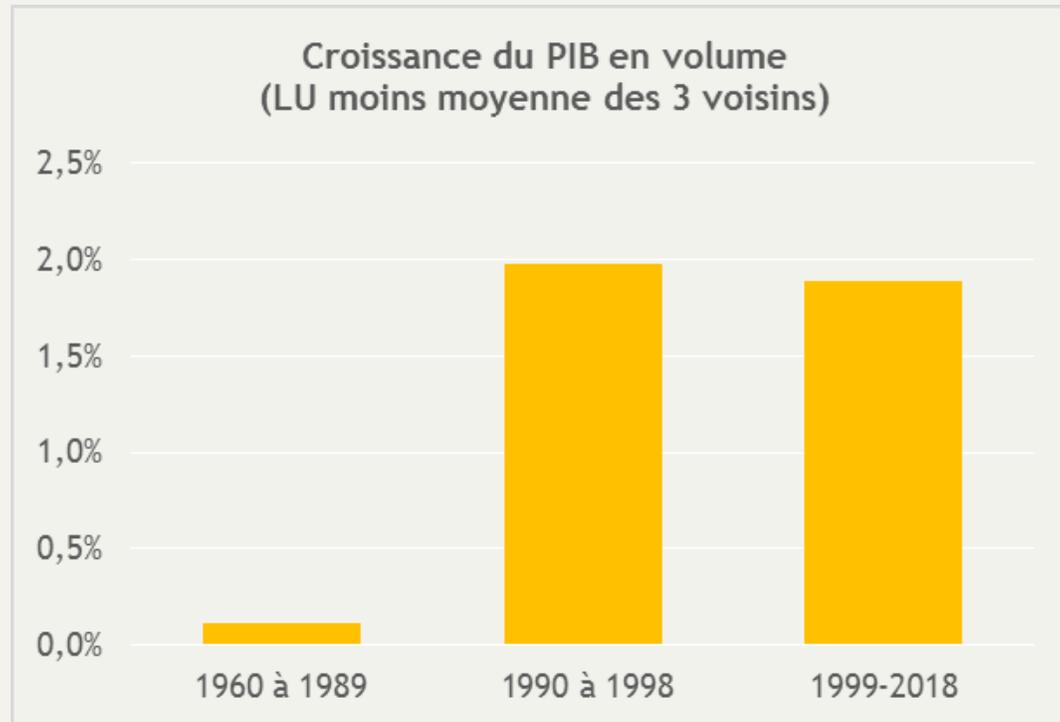
CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET EXPANSION ÉCONOMIQUE LUXEMBOURGEOISE, UNE COÏNCIDENCE ?



«L'Europe a eu un impact positif sur le Luxembourg» = une idée largement partagée

Par **quels mécanismes** l'intégration européenne a-t-elle pu contribuer au développement économique du Luxembourg ?

CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET EXPANSION ÉCONOMIQUE LUXEMBOURGEOISE, UNE COÏNCIDENCE ?



Impact global précis difficile à estimer...

... Mais voir croissance du PIB réel: identique aux pays voisins de 1960 à 1989, puis net avantage au Luxembourg par la suite au moment où la construction européenne s'approfondit

=> **Présomption favorable.**

LES QUATRE LIBERTÉS FONDAMENTALES, PIERRES ANGULAIRES DU PROJET EUROPÉEN

Les «petits pas» de l'intégration économique ?



Libre circulation
des personnes



Libre circulation
des biens



Libre circulation
des services



Libre circulation
des capitaux

- Mise en œuvre **progressive** depuis le Traité de Rome. Les «**petits pas**» : Union Douanière dès 1968, Convention de Schengen en vigueur en 1995, Directive sur les services en 2006, projet d'approfondissement du marché des capitaux en 2015, etc.
- Le Traité de Maastricht entré en vigueur en 1993 consacre la création du **marché commun** (ou «marché unique») reposant sur les 4 libertés fondamentales.
 - Au 30/04/2019 : 28 Etats membres + membres de l'Espace économique européen (Liechtenstein, Islande & Norvège) + accords bilatéraux avec la Suisse
 - 515 millions d'habitants (2017), PIB : 17.000 Milliards €
 - PIB/hab : Marché unique = 43k\$, US = 63k\$, Japon=44k\$, Chine = 18k\$ (PPA)

LES QUATRE LIBERTÉS FONDAMENTALES, PIERRES ANGULAIRES DU PROJET EUROPÉEN

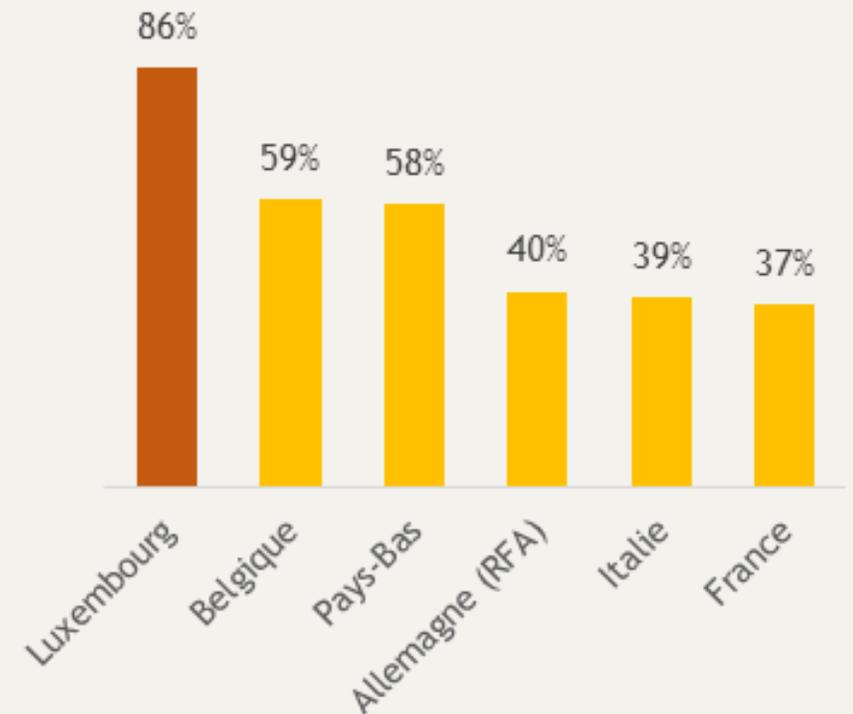
Quels avantages économiques attendre de l'intégration ?

Le Luxembourg, bien positionné dès le départ ?

- Fort degré d'ouverture au commerce international
- Part substantielle des échanges intra-européens
- Proximité géographique et linguistique de «grandes économies»
- Besoins en main d'œuvre
- Besoins en débouchés commerciaux
- Nécessité de trouver des ressources à l'extérieur (biens intermédiaires et finaux)

=> Une **aubaine** autant qu'une **nécessité** pour le Luxembourg...

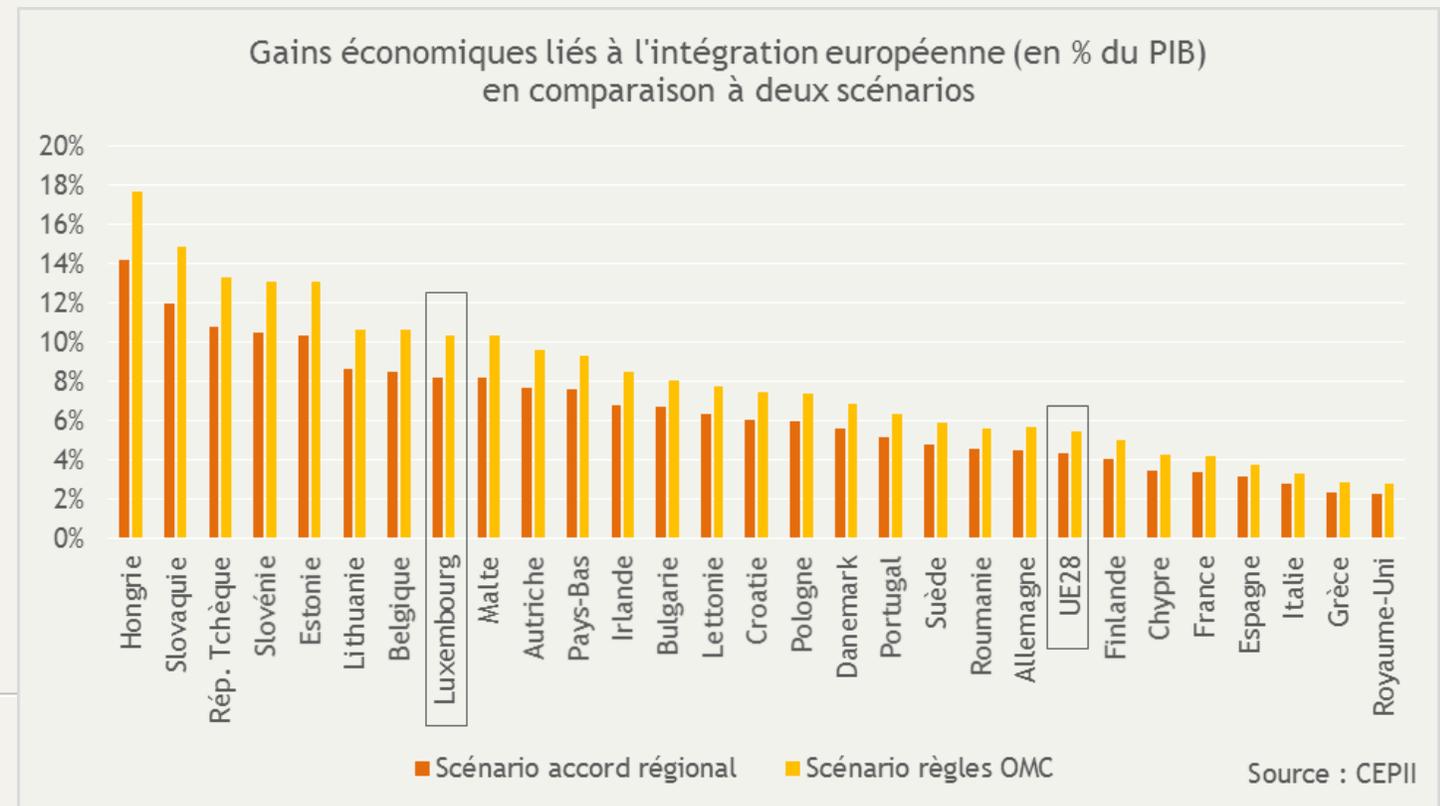
Part des échanges intra-communautaires (UE à 15) dans le total du commerce extérieur de biens, 1960



Source : AMECO et STATEC, calculs des auteurs

COMMENT ÉVALUER LES BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES DE L'INTÉGRATION ?

- Les **évaluations d'impact**, une science pas tout à fait exacte, mais utile...
- Selon 6 études importantes (Review of economics, Commission, CPB, CEPR, IZA, CEPII), les **effets sur la croissance économique du marché unique** : de +2,2% à +12% de PIB supplémentaire sur le long terme.
- Les **petits** Etats et les **nouveaux** Etats-membres = principaux bénéficiaires
- Luxembourg : entre **8,2** et **10,4%** de PIB supplémentaire, contre des gains de **4,4%** à **5,5%** pour l'UE en moyenne (étude CEPII, hors effets liés à la libre circulation des personnes et aux flux d'IDE)

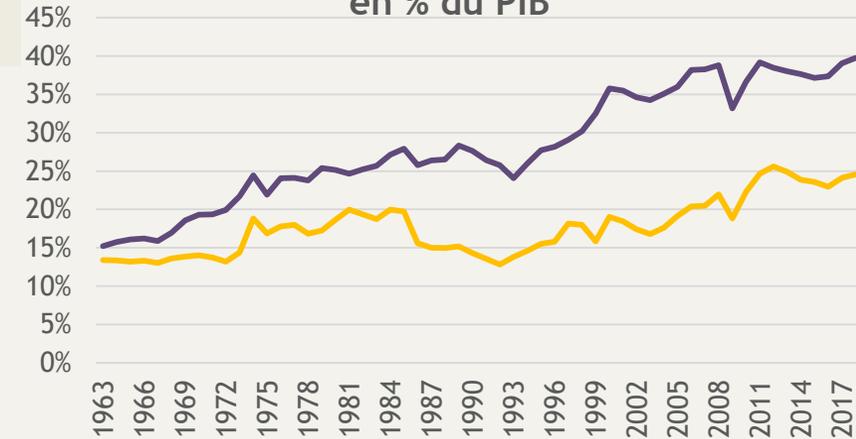


COMMENT ÉVALUER LES BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES DE L'INTÉGRATION ?

Quelques constats sur les effets du marché unique

- Forte intégration du marché des **biens**
- Intégration moins forte du marché des **services**
- A l'échelle de l'UE, les flux des **personnes** demeurent limités. Ils concernent surtout des actifs partant de l'est de l'Europe.
- **Au Luxembourg** : forte intégration du marché des services et forte mobilité des personnes.
- Les PIB et les salaires de l'UE ont tendance à **converger**, mais les écarts restent significatifs.

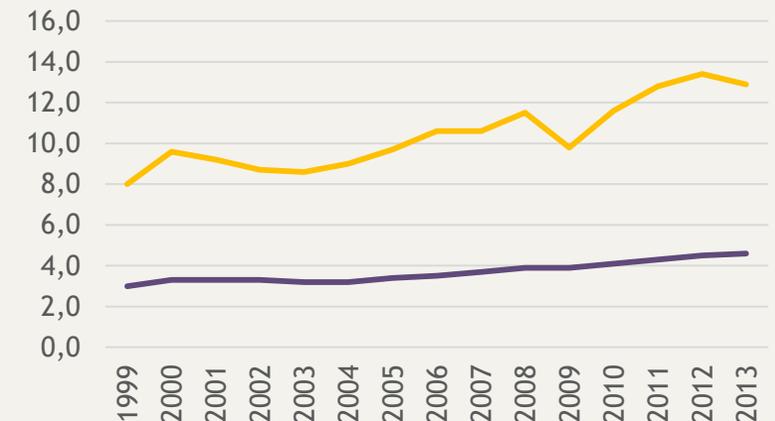
Commerce de biens des pays de l'UE15 (exportations + importations), en % du PIB



— Commerce de biens intra-UE
— Commerce de biens extra-UE

Source AMECO, calculs des auteurs

Indicateurs d'intégration des marchés de l'UE28, en % du PIB



— Commerce de biens — Commerce de services

Source Eurostat

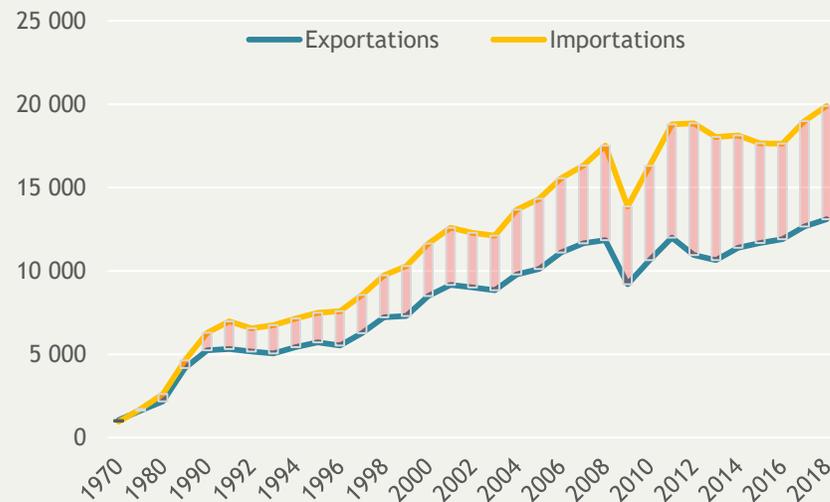
500 MILLIONS DE CONSOMMATEURS POUR LE « MADE IN LUXEMBOURG » ?

ZOOM SUR LE MARCHÉ DES BIENS

500 MILLIONS DE CONSOMMATEURS POUR LE « MADE IN LUXEMBOURG ». ZOOM SUR LE MARCHÉ DES BIENS

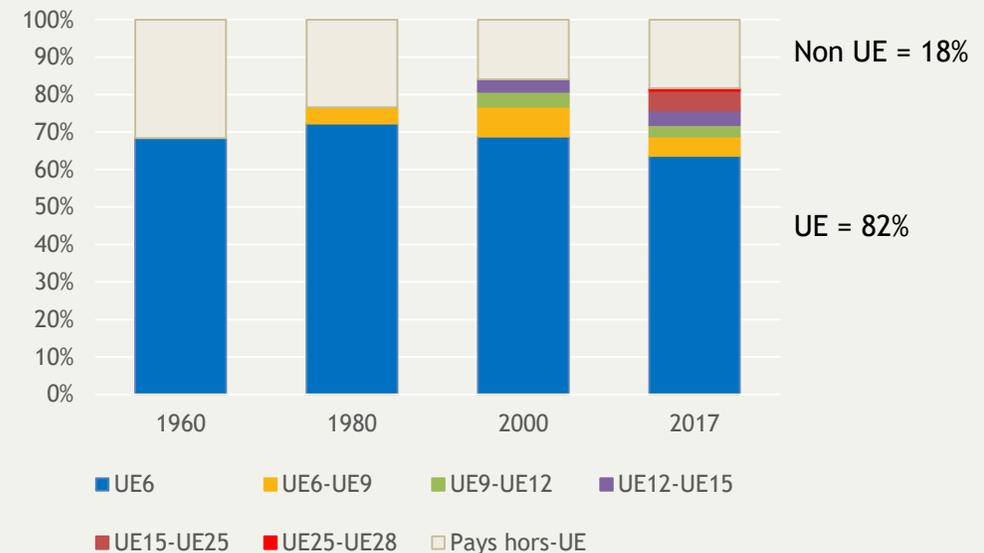
- Le taux d'ouverture au commerce et la balance courante tirés par les échanges de services
 Exportations de **Biens** = 12,6 Mds €,
 Exportations de **Services** = 96,5 Mds € (dont 54,8 Mds€ de services financiers)
- Un commerce international de biens largement dépendant des échanges intra-européens (82% des exportations = UE28)

Commerce extérieur de biens du Luxembourg (millions d'euros)



Source STATEC

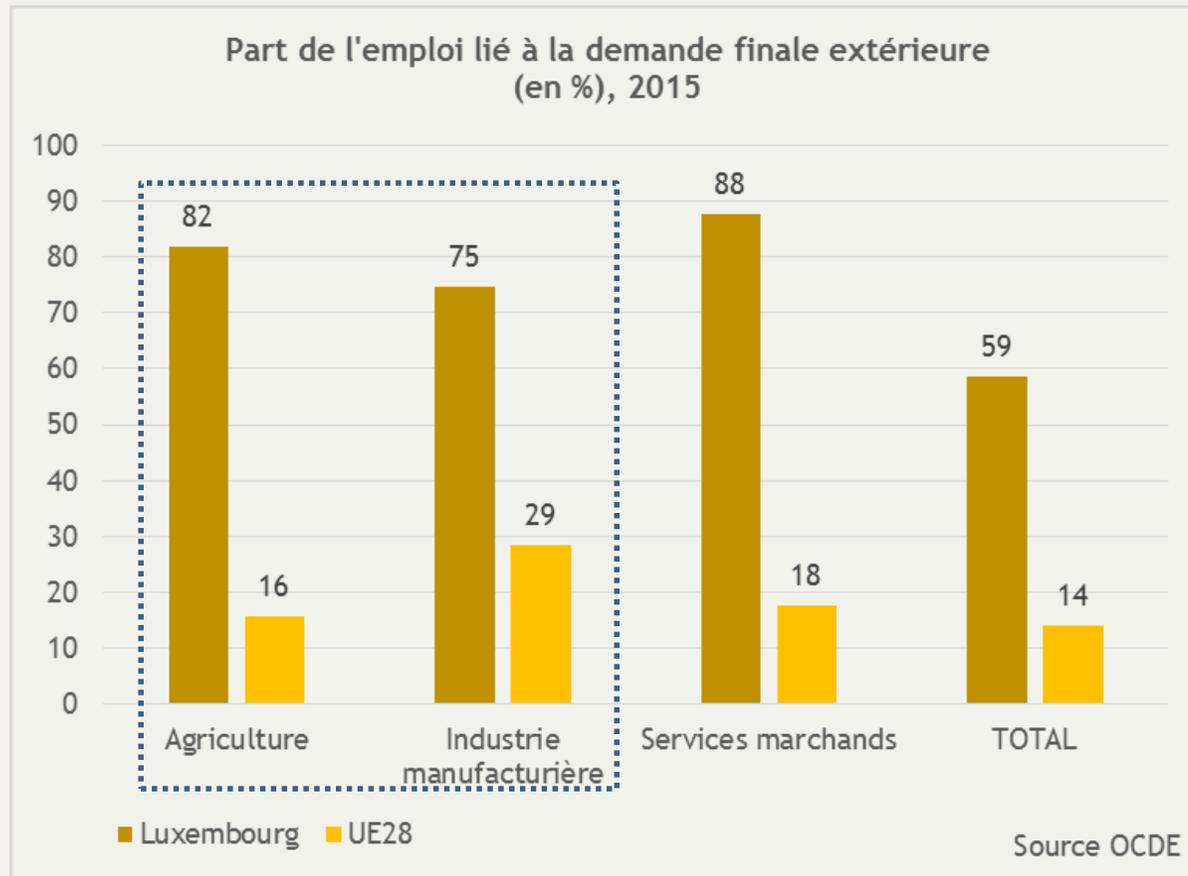
Répartition des exportations de biens luxembourgeoises selon la destination



Source STATEC

500 MILLIONS DE CONSOMMATEURS POUR LE « MADE IN LUXEMBOURG ». ZOOM SUR LE MARCHÉ DES BIENS

Des échanges de biens plus restreints que les échanges de services, mais qui restent «vitaux» pour les secteurs concernés



D'après l'OCDE, **59% de l'emploi total** du Luxembourg est lié à la demande finale extérieure.

=> **238.000 emplois**

Et **38%** pour la seule demande des autres pays de l'UE (**153.000 emplois**)

Dans l'industrie luxembourgeoise, **3 emplois sur 4** est lié à la demande extérieure (23.000)
Dont **1 emploi sur 2** pour la demande de l'UE (15.000)

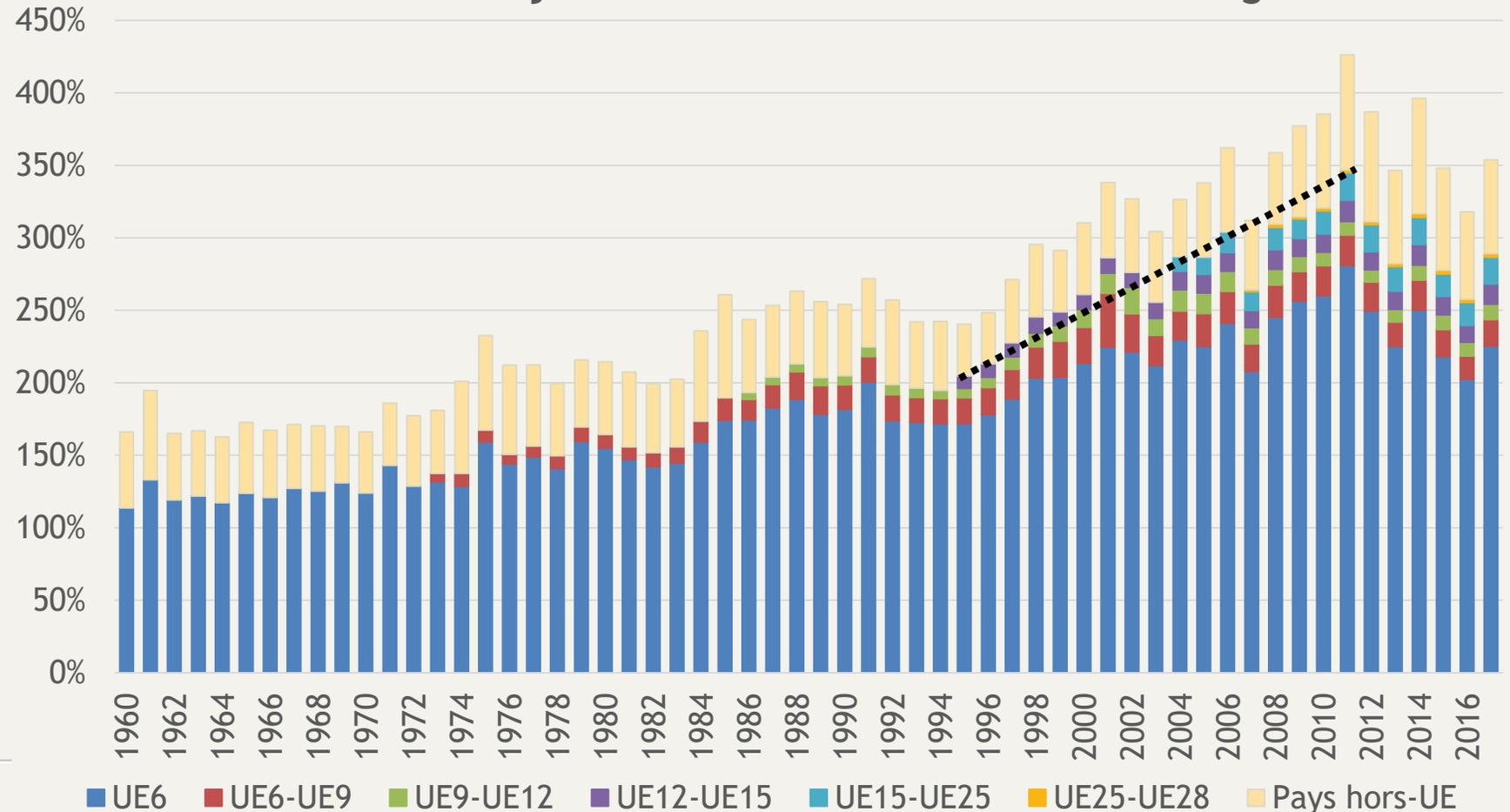
500 MILLIONS DE CONSOMMATEURS POUR LE « MADE IN LUXEMBOURG » ! ZOOM SUR LE MARCHÉ DES BIENS

Les exportations de biens intra-UE pèsent davantage dans la valeur ajoutée des secteurs concernés (industrie + agriculture)

Forte croissance, notamment entre 1993 et 2011

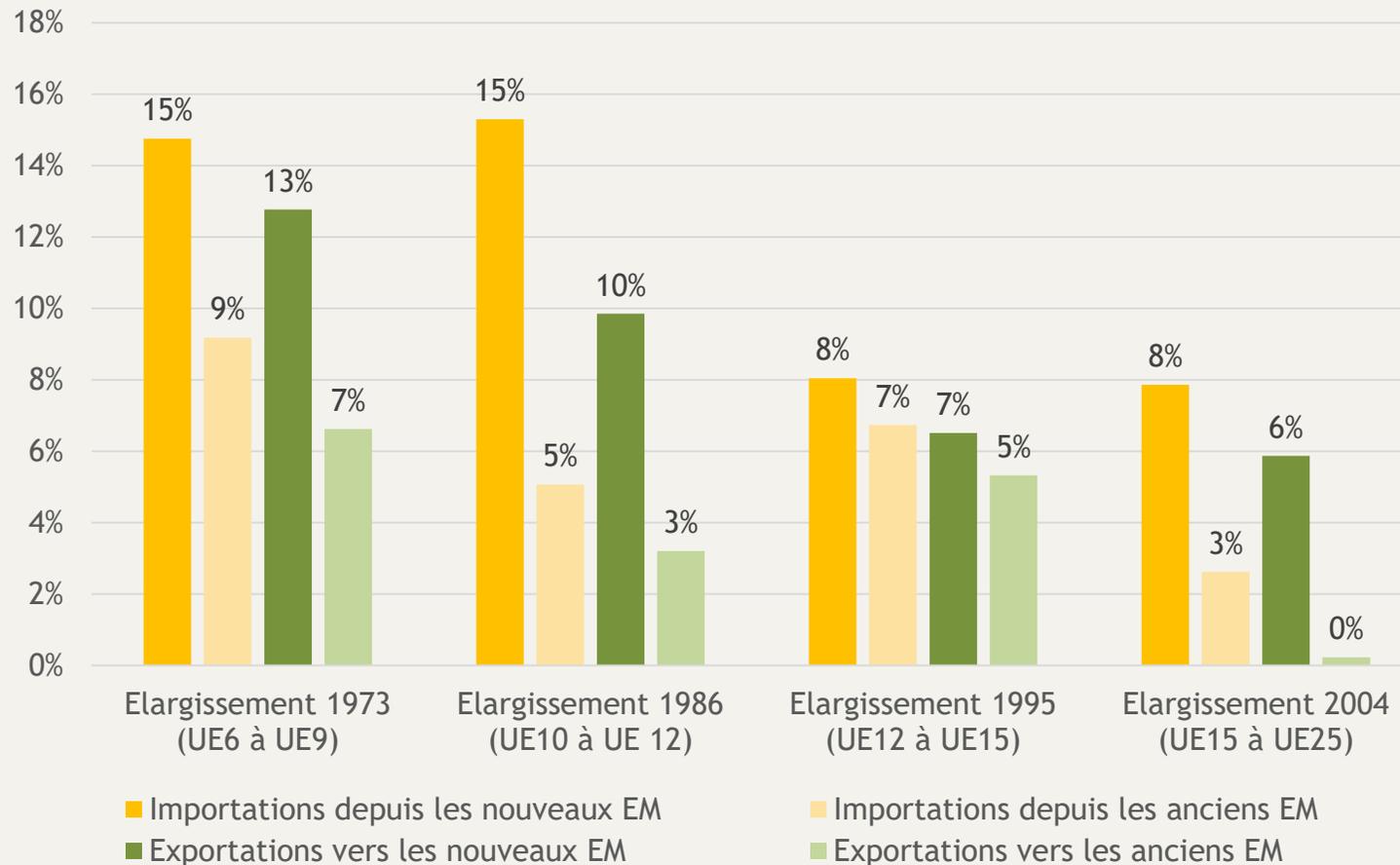
Effet présumé des élargissements de l'UE

Exportations intracommunautaires de biens du Luxembourg en % de la valeur ajoutée des secteurs manufacturier et agricole



500 MILLIONS DE CONSOMMATEURS POUR LE « MADE IN LUXEMBOURG » ! ZOOM SUR LE MARCHÉ DES BIENS

Taux de croissance annuel moyen des échanges commerciaux de biens du Luxembourg dans les 10 années suivant les principaux élargissements européens

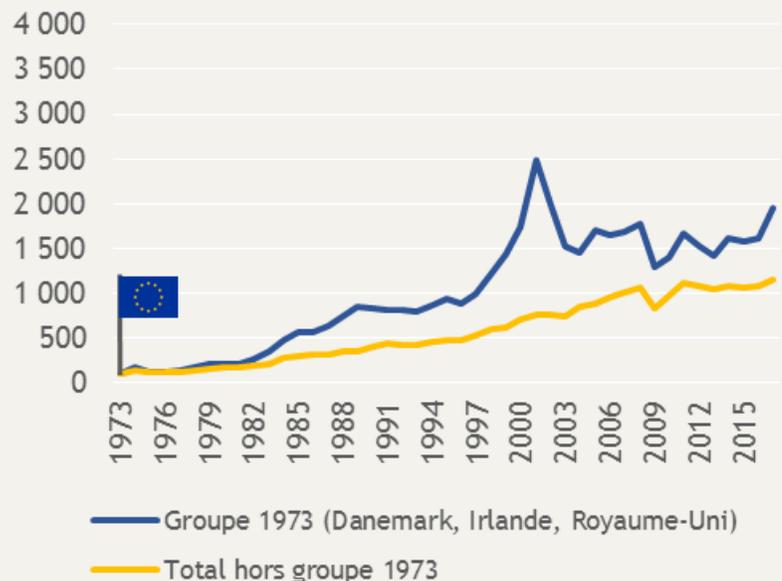


Les **vagues successives d'élargissement** ont vraisemblablement eu un effet stimulant sur les échanges de biens entre le Luxembourg et les nouveaux Etats membres.

=> Elargissement des débouchés et des approvisionnements

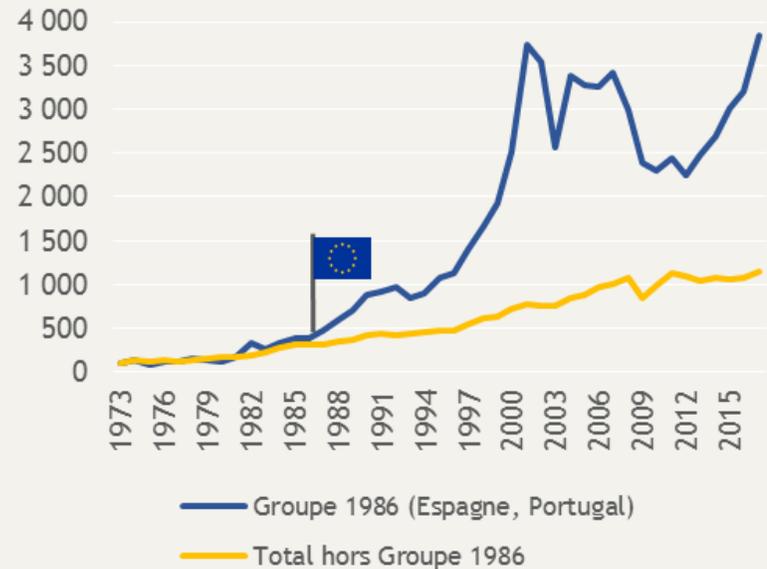
Elargissement de 1973

Exportations et importations de biens, 1973=100



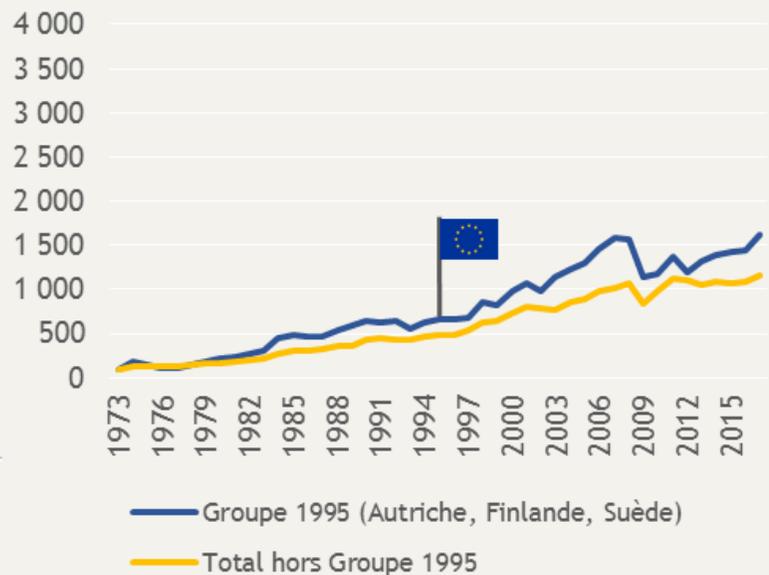
Elargissement de 1986

Exportations et importations de biens, 1973=100



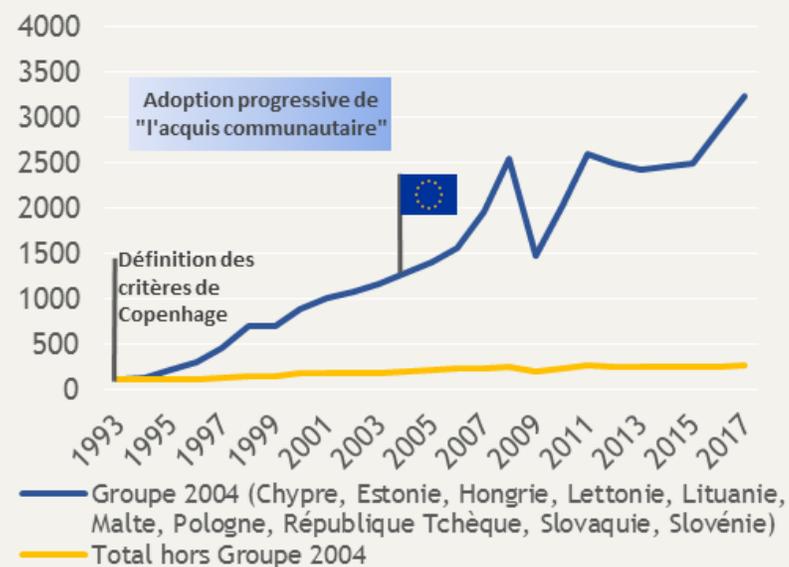
Elargissement de 1995

Exportations et importations de biens, 1973=100



Elargissement de 2004

Exportations et importations de biens, 1973=100



INTÉGRATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE : L'EURO

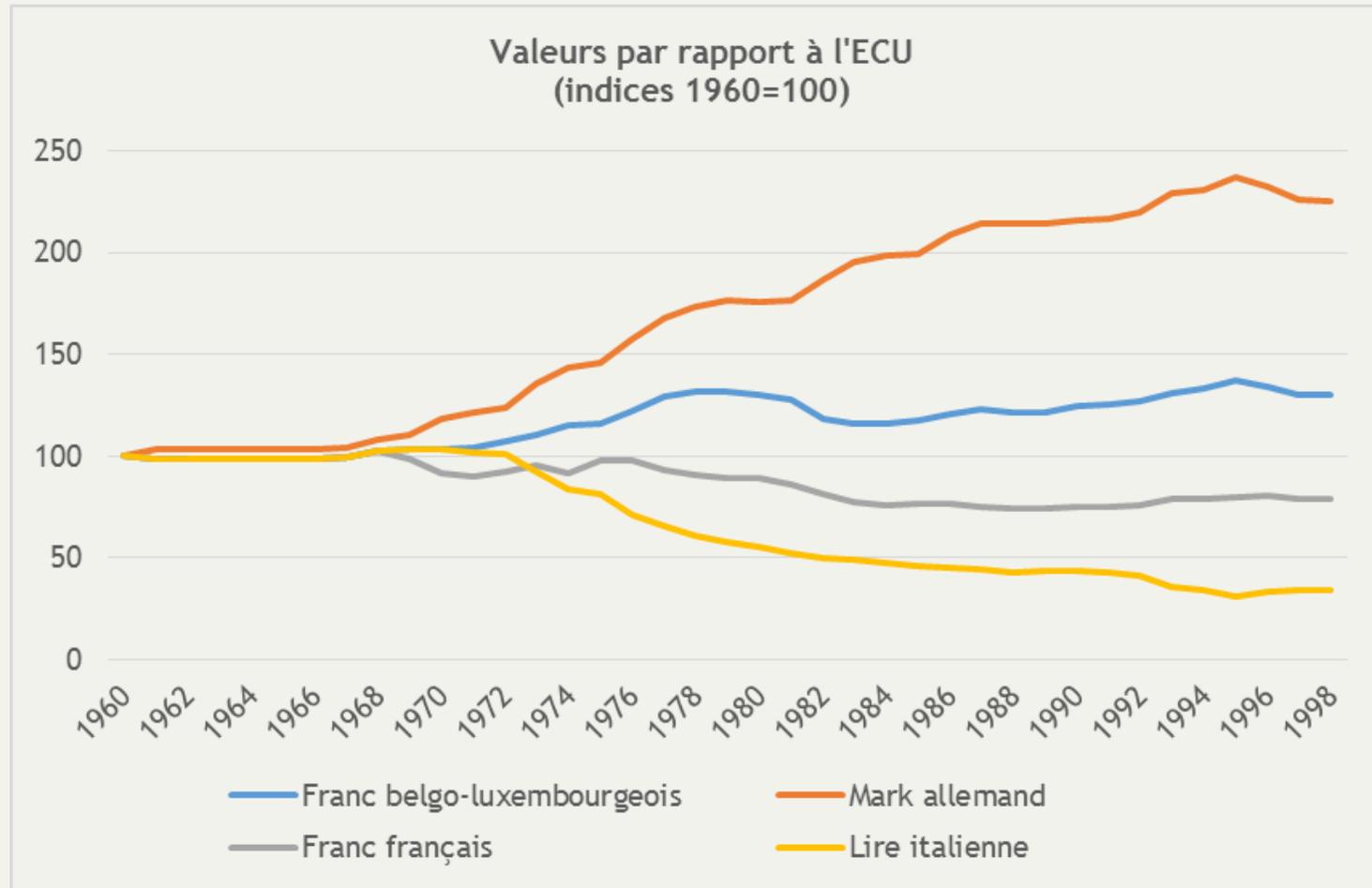
L'euro (scriptural) a 20 ans. Certes quelques **contraintes réglementaires et prudentielles, des coûts fixes additionnels de gouvernance** (Semestre européen, nouvelles autorités, etc.).

Mais aussi d'évidents avantages pour le Luxembourg:

- Bénéficie d'une **expertise externe** (Country note Luxembourg et prévisions économiques de la Commission, accès privilégié aux travaux de la BCE, etc.), d'une **supervision de qualité**.
- Participation à la **formulation de la politique monétaire** depuis 1999 (Conseil des Gouverneurs de la BCE). Auparavant, politique monétaire de la BNB, principalement basée sur les spécificités de l'économie belge (ex. dévaluation de février 1982).

INTÉGRATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

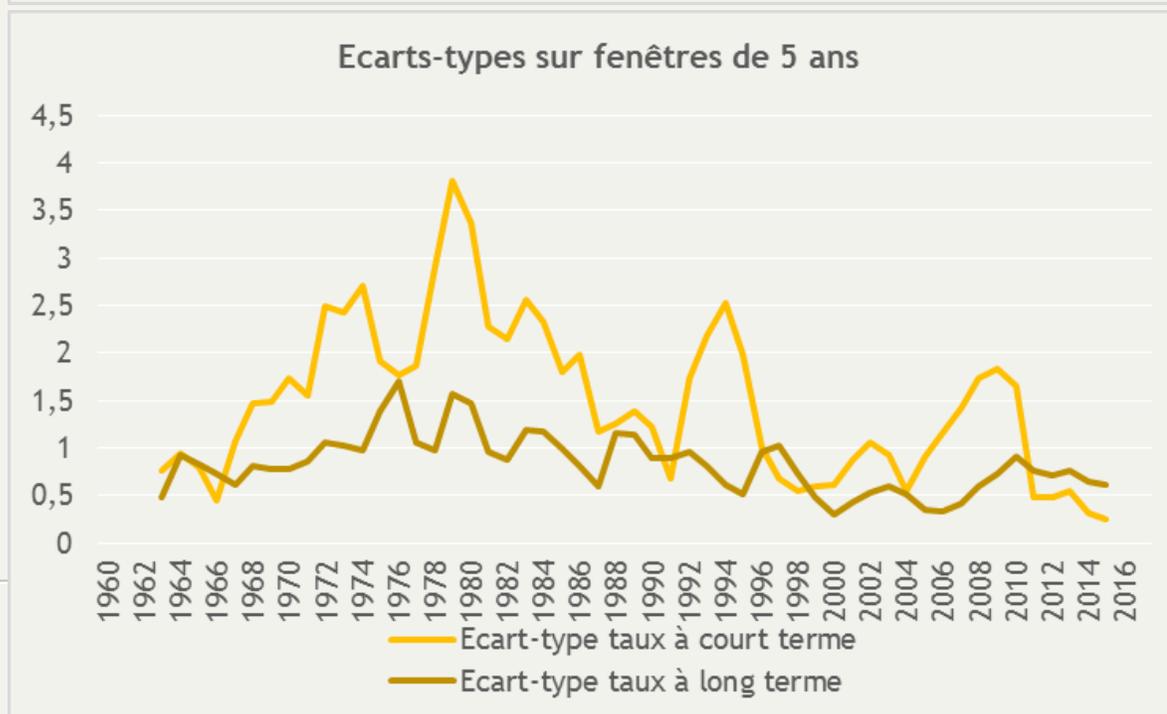
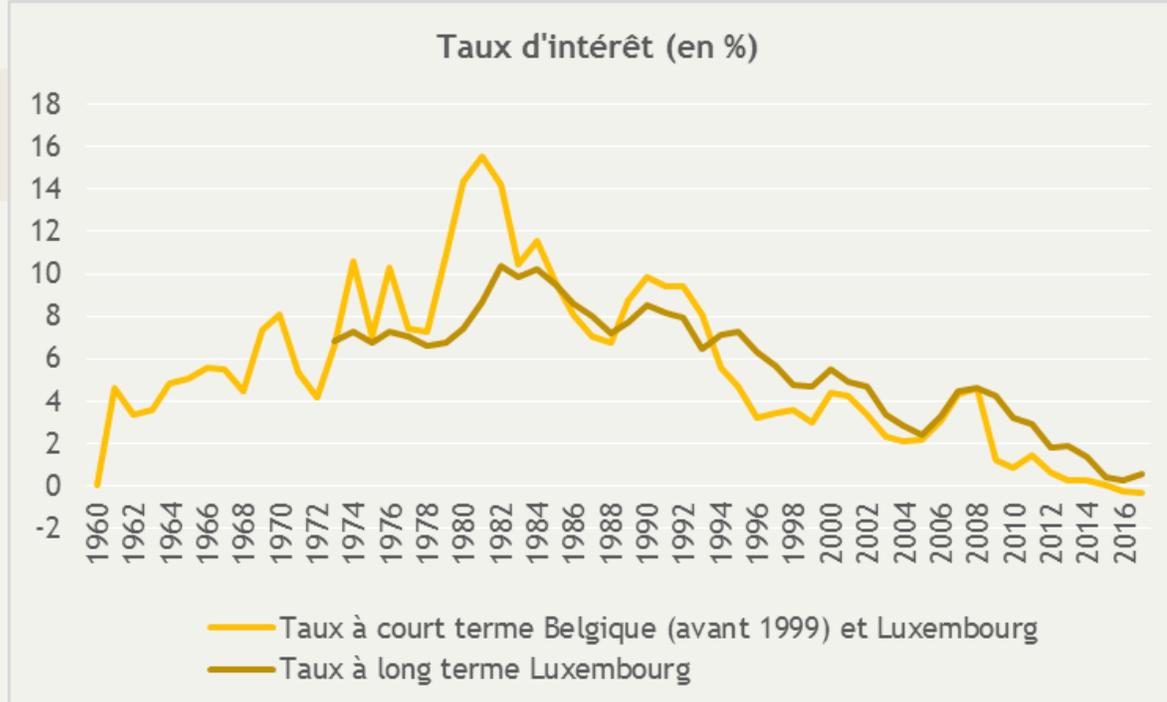
L'EURO



- Disparition des **coûts de transaction** (avantage concret pour «le citoyen» et pour les entreprises).
- Disparition **du risque de change**, avec des réalignements à répétition durant la période SME. Crise de 1993.

INTÉGRATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE L'EURO

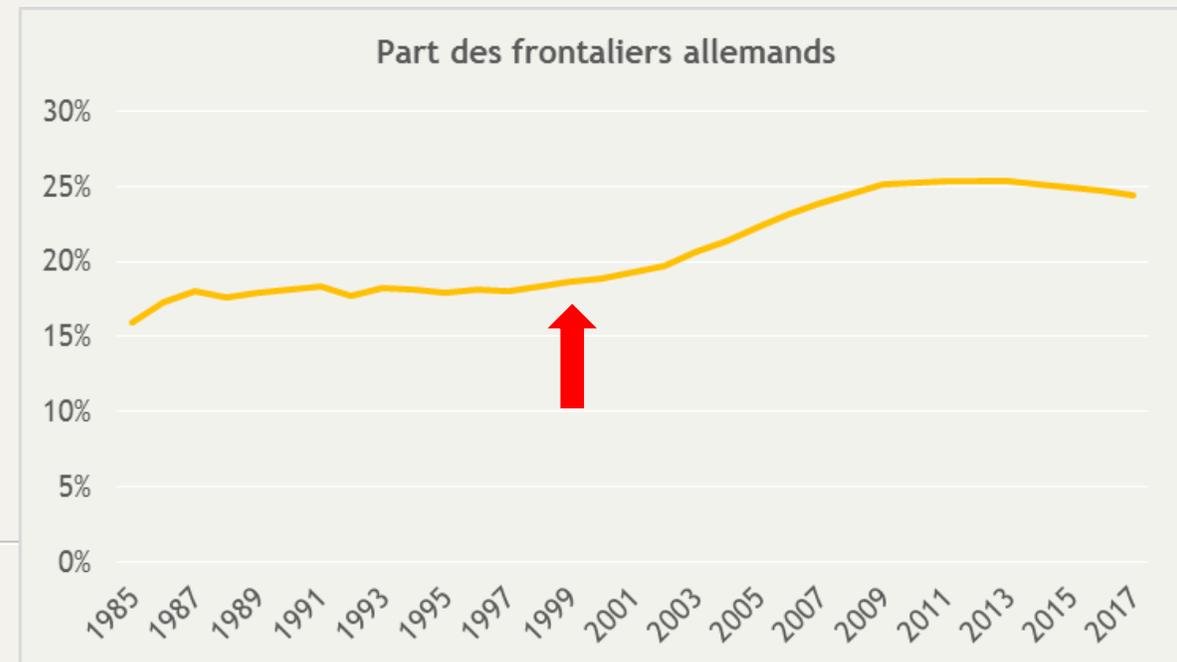
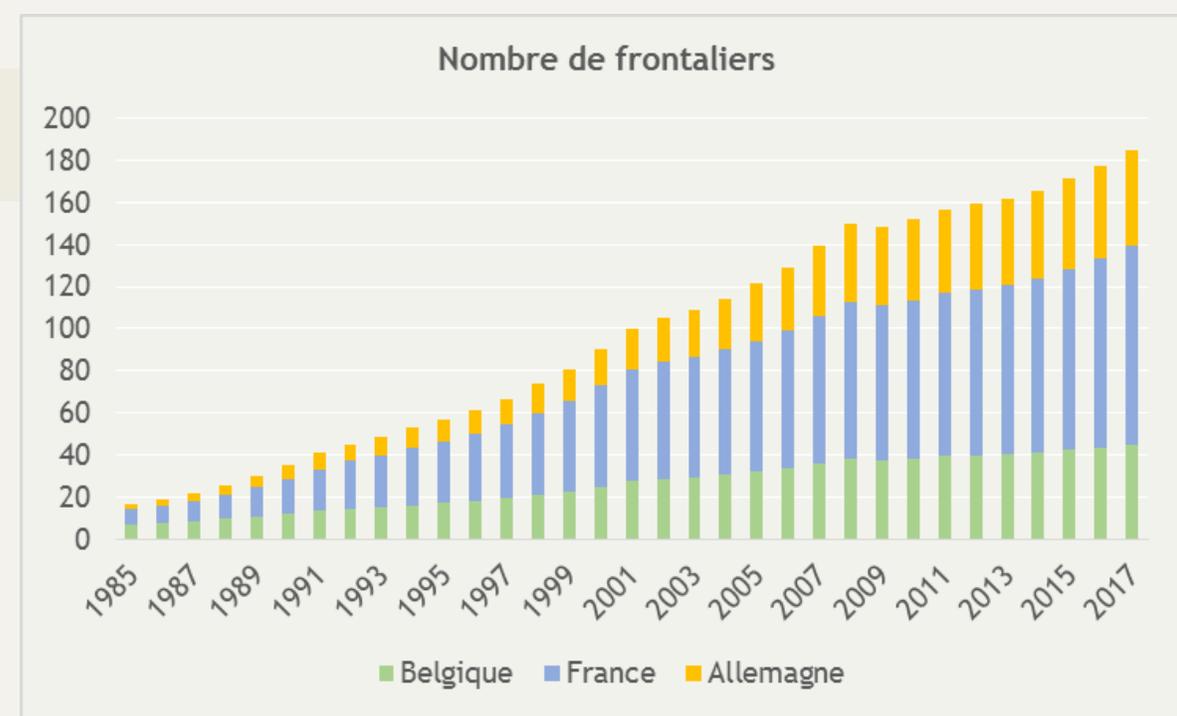
- Incidence sur les taux d'intérêt (moins volatils).
- Donc pour les entreprises: fin de la «double peine» (incertitude liée aux taux de change et d'intérêt).



INTÉGRATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

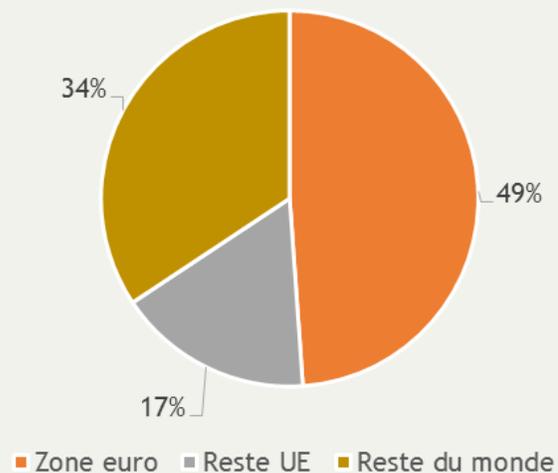
L'EURO

- Donc contexte bien meilleur pour les entreprises, le secteur financier.
- L'euro peut avoir exercé une influence favorable sur la main-d'œuvre disponible (frontaliers allemands notamment).
- Une «explication monétaire des mouvements de frontaliers?»



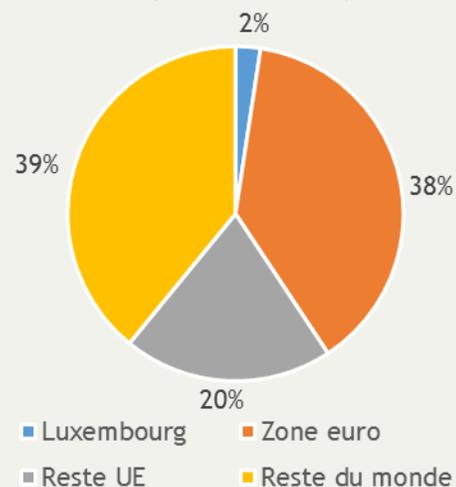
INTÉGRATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE : LES ASPECTS FINANCIERS

Exportations de services financiers par le LU



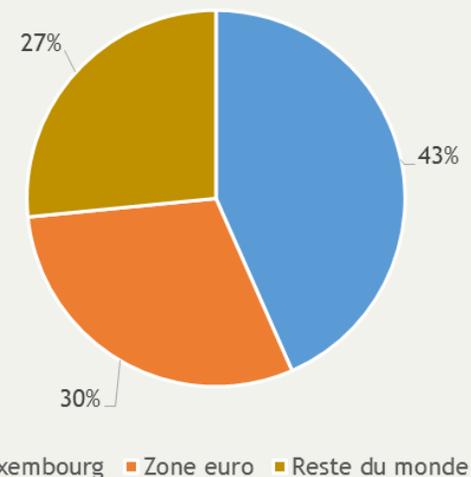
Source: STATEC (année 2018).

OPC luxembourgeois: origine des initiateurs (% actifs nets)



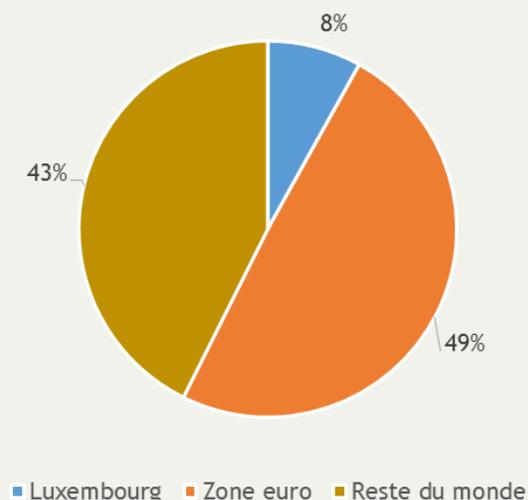
Source: CSSF (situation février 2019).

Contreparties des dépôts bancaires LU



Source: BCL décembre 2018).

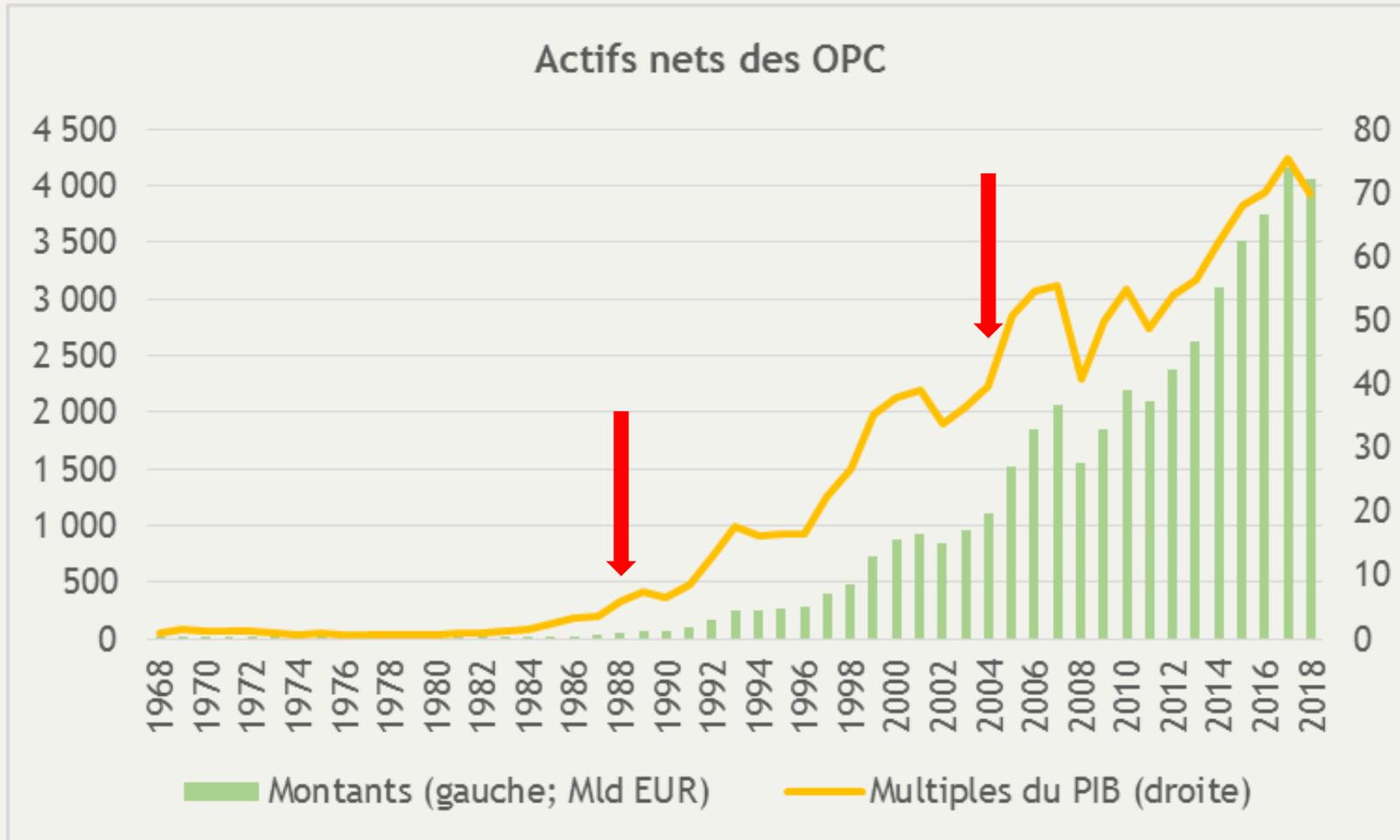
Titres de créance détenus par les banques



- Euro (moindres coûts de transaction, sécurité patrimoniale épargnants étrangers).
- Efforts d'intégration des services financiers, directives sur les OPCVM (notamment).
- Luxembourg: «cross border» prédominant, même pour les dépôts.

INTÉGRATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

ASPECTS FINANCIERS

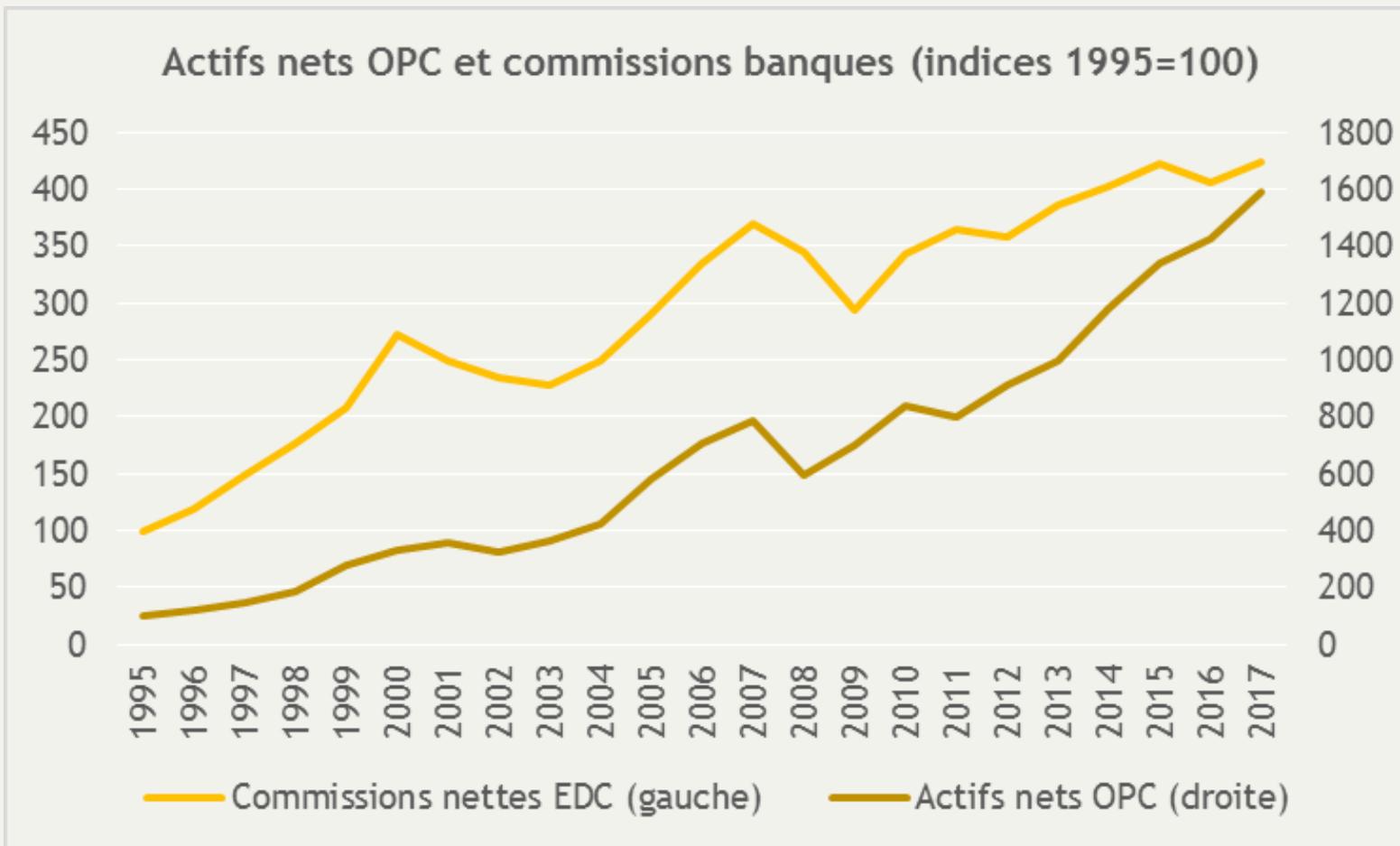


- Les fonds d'investissement (OPC) = segment «Cross-border» par excellence.
- Montée en flèche de l'actif net des OPC (plus de 4 000 milliards actuellement) surtout à partir de 1988, aussi par rapport au PIB. Directives de 1985 et 2001.

Sources: AMECO, CSSF, STATEC et calculs IDEA.

INTÉGRATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

ASPECTS FINANCIERS



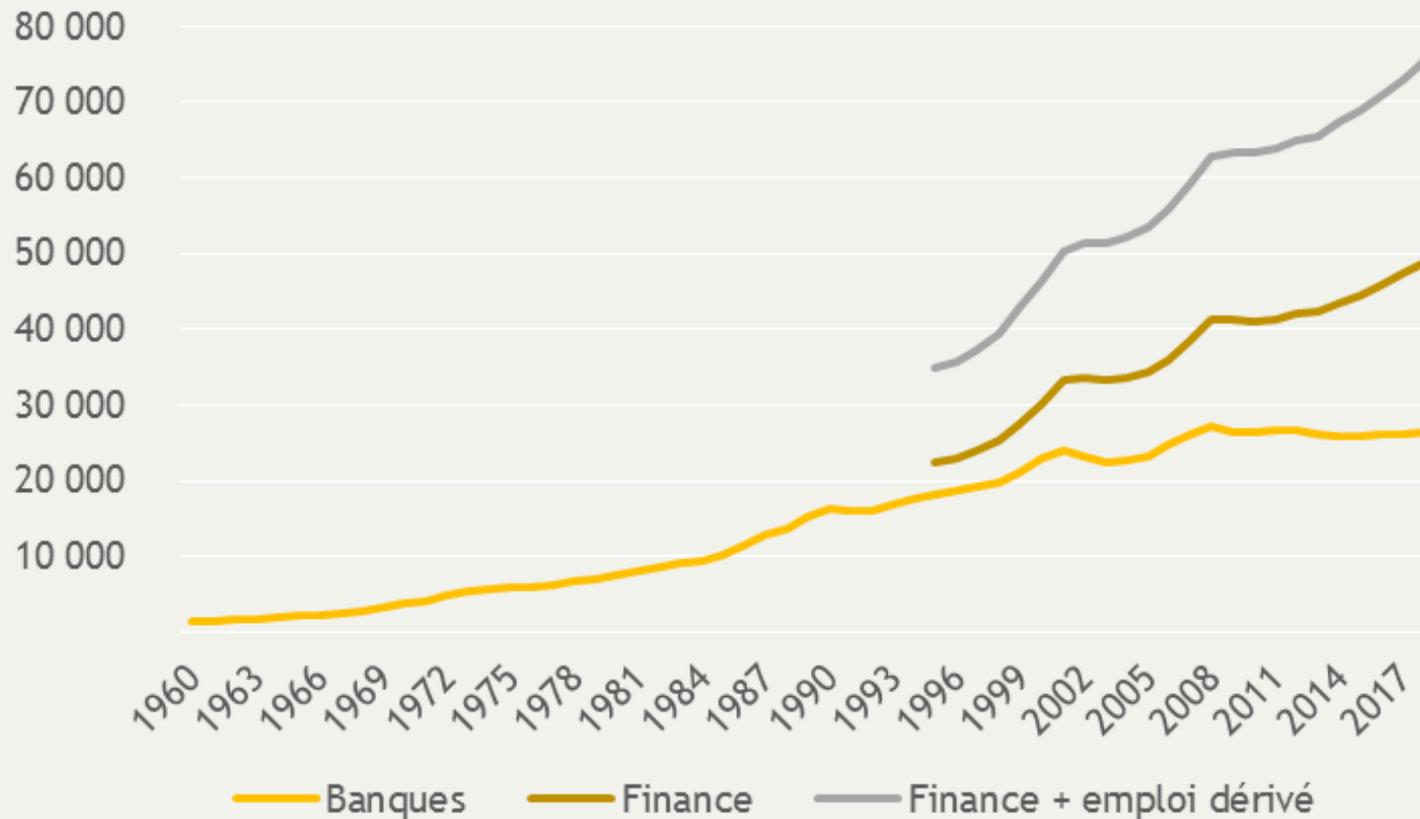
- Corrélation évidente entre l'actif net des OPC et les revenus nets sur commissions des banques.
- Or ces derniers revenus représentaient en 2017 5 milliards EUR, 41% du produit bancaire, 9% du PIB.

Sources: BCL, STATEC et calculs IDEA.

INTÉGRATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

ASPECTS FINANCIERS

Emploi bancaire et financier (personnes)



- Nette montée en puissance du secteur financier, comme l'atteste l'emploi (certes divers facteurs).
- Banques: 1 500 en 1960 à 26 000 emplois en 2018.
- Mais 2018: 48 800 pour l'ensemble de la finance, 75 000 estimés avec les emplois indirects (consommations intermédiaires).
- Valeur ajoutée: 28% en direct, plus de 33% avec impacts dérivés en 2017.

Sources: BCL, STATEC et calculs IDEA.

- A l'échelle de l'UE, l'intégration européenne semble avoir contribué à augmenter le niveau général de richesses, avec une «prime» aux petites économies ouvertes (dont le Luxembourg) et aux nouveaux Etats membres.
- L'accès aux marchés internationaux est vital pour l'économie luxembourgeoise.
- Si l'intégration du marché des services est «poussive» au niveau européen, elle semble avoir été déterminante pour le Luxembourg.
- Services financiers : bonne position économique de départ et capacités à en tirer pleinement profit (autorités prudentielles et monétaires, acteurs de la place financière, transposition en «*first mover*» de directives cruciales comme celles sur les OPCVM, etc.). souplesse inhérente à une «*petite nation*», poids en tant que pays fondateur.

- => une présomption favorable (impact sur les OPC, les banques, le PIB, l'emploi, etc.): les «*dates coïncident*». Des évaluations d'impact prenant en compte l'ensemble des 4 libertés fondamentales mériteraient d'être conduites dans le cas du Luxembourg.
- Au-delà des apports économiques...
- Construction européenne : un chantier encore non-achevé !

Merci